

Écrit par Michel DEPROST
Vendredi, 17 Juin 2011 09:59

La mobilisation financière pour la rénovation ou la construction de stades en vue de l'Euro 2016 donne lieu à une dérive que le magazine Capital dénonce dans son numéro du mois de juin. Le mensuel économique estime que les chantiers des stades coûteront aux collectivités 1,2 milliard d'euros, les collectivités finançant parfois de manière déguisée ou non annoncée des opérations privées.

C'est le cas du futur complexe commercial et sportif de l'OL Land à Décines dont les enquêtes publiques ont commencé le mercredi 14 juin et se termineront le lundi 18 juillet. L'association [CANOL](#), une association de contribuables très active en matière de dénonciation des dérives en matière d'utilisation de l'argent public, souligne qu'un stade de 60 000 places correspond à une demande ponctuelle. La demande d'une capacité supérieure à celle de l'actuel stade de Gerland (41.000 places) est exceptionnelle. Pour la demi-finale de la ligue des champions entre l'O.L. et le Bayern de Munich, CANOL rappelle que le stade de Gerland n'était pas plein.

Un projet privé

La construction d'un nouveau stade de 60 000 places entouré d'un complexe hôtelier et d'un centre commercial ne répond qu'au souhait de l'Olympique Lyonnais de pouvoir élargir l'offre de services qu'il ne peut exercer à Gerland. On peut en effet rappeler que le projet ne correspond ni à une étude de la collectivité en matière d'équipements sportifs, ni en matière d'équipement commercial ou hôtelier, alors que plusieurs centres commerciaux nouveaux entrent en fonctionnement.

Comme une trentaine d'autres associations locales, CANOL est opposé à ce projet pour les raisons suivantes. CANOL rappelle "qu'aucune étude d'ensemble ou stratégique n'a été menée par le Grand Lyon pour déterminer les besoins et la solution d'un grand stade pour l'agglomération. Le projet a été étudié à la demande du Groupe Olympique Lyonnais, alors que la logique aurait voulu que la collectivité exprime un besoin et lance un appel d'offres."

L'association souligne que "la mise à disposition des terrains et la construction des infrastructures d'accès seront à la charge des collectivités publiques (Etat, Conseil général, Communauté urbaine, SYTRAL, villes de Décines, Chassieu et Meyzieu), donc des contribuables. " L'Olympique Lyonnais compte financer la majeure partie de la construction du stade grâce à la plus-value faite par la revente de terrains, cédés par le Grand Lyon et rendus constructibles, aux promoteurs des hôtels et commerces. Le stade ne couvrira que 6 ha sur les 50 concédés !

Le Grand Lyon a déjà décidé de vendre 318 935 m² de terrain à la Société Foncière du Montout, filiale de l'Olympique Lyonnais, au prix de 40 € HT le m², prix nettement inférieur au marché. " Ce tour de passe-passe permet de camoufler discrètement le financement indirect de la construction du stade par le contribuable" explique l'étude de la CANOL.

Pour les infrastructures, les 418 millions d'euros financés par la collectivité correspondent à un coût moyen de 800 € pour chacun des 550 000 foyers de l'agglomération. « L'argent public mis dans ces infrastructures favorisant exclusivement une entreprise privée, constitue un

Écrit par Michel DEPROST
Vendredi, 17 Juin 2011 09:59

gaspillage, surtout dans les circonstances économiques actuelles. Il s'agit d'un vrai détournement d'argent public, payé par les contribuables ! »

Un financement déguisé

La CANOL rappelle que " les deux enquêtes publiques précédentes ont toutes deux été jugées défavorables à ce projet. Aucun élément significatif nouveau ne devrait donc modifier l'avis des commissaires-enquêteurs !" " *La situation financière de l'OL Groupe est aujourd'hui très précaire : ce club, avec 35 millions de déficit pour la saison 2009-2010, affiche la plus grosse perte de la ligue 1. Compte tenu des résultats de l'équipe cette saison, sa situation financière ne devrait pas s'améliorer, ni en 2011, ni en 2012. L'action OL introduite en bourse à 24 € en 2007, végète autour de 6 € aujourd'hui. Rien ne garantit que l'OL sera en mesure de financer la construction de ce complexe et de le rentabiliser, alors que le Grand Lyon et le SYTRAL ont déjà commencé à dépenser l'argent des contribuables pour ce projet. Qui va assurer la garantie de bonne fin ? Est-ce encore le contribuable ?*

"

□ .